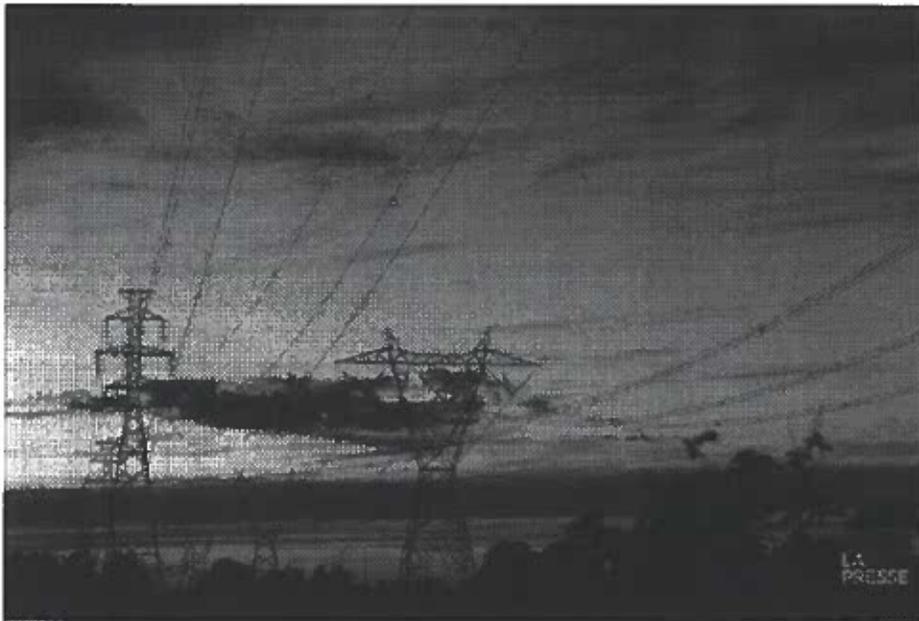


# Une alliance Québec-Ontario



qui a trait au secteur de l'énergie électrique et à développer une

*L'auteur est professeur à HEC Montréal et titulaire de la Chaire de gestion du secteur de l'énergie.*

Si parfois on se désole du secteur de l'électricité au Québec, que ce soit à cause du prix ou des contrats d'approvisionnement (notamment la centrale inactive de TransCanada à Bécancour ou les parcs éoliens), beaucoup de consolation devrait venir de celui de notre voisin de l'ouest.

L'Ontario est en effet une véritable génératrice de mauvaises décisions dans le secteur électrique, battant allègrement toutes les autres provinces sur ce plan. Une libéralisation du secteur en 2002

s'est arrêtée seulement huit mois après sa mise en place à cause de la flambée des prix de l'électricité. De nouveaux organismes parapublics de gestion et de planification ont été créés, sans jamais que d'autres disparaissent, ajoutant bureaucratie et cacophonie au secteur.

Des problèmes nucléaires récurrents ont causé la fermeture prématurée de deux réacteurs et une dette immense, qui ajoute directement 0,7¢ au prix de chaque kWh vendu en Ontario. Des contrats généreux d'énergie solaire et éolienne posent des défis techniques importants, grossissent les coûts fixes... et font baisser le prix des exportations d'électricité ontarienne, à cause de la surproduction. Enfin, des scandales à propos d'une centrale au gaz naturel à Mississauga ont largement contribué à la démission en 2012 de Dalton McGuinty, le premier ministre d'alors.

Malheureusement pour l'Ontario, les problèmes ne font que commencer. Il y a en Ontario 10 300 MW de capacité de production nucléaire, soit un tiers environ de la capacité totale. Ces réacteurs nucléaires, fonctionnant presque en permanence, produisent plus de la moitié de l'électricité de cette province. Tout comme l'unique centrale nucléaire québécoise devait passer par une réfection (mais a finalement été fermée en 2012), la flotte des centrales ontariennes doit progressivement être «remise à neuf» à partir de 2016. Sur la base des coûts de réfection estimés pour Gentilly par Hydro-Québec, c'est plus de 60 milliards qui devraient être dépensés en Ontario. Peut-être un peu moins... mais aucun

l'on se fie à l'expérience de la réfection de la centrale de Point Lepreau, au Nouveau-Brunswick.

## Une solution commune

Pendant ce temps, au Québec, la question des surplus d'électricité n'a pas été réglée, les programmes d'efficacité énergétique sont délaissés parce que ce n'est plus intéressant d'économiser l'énergie... et le nouveau gouvernement doit écrire sa nouvelle politique énergétique. Une question se pose: ne devrait-on pas, pour une fois, s'asseoir avec nos voisins et envisager une solution commune, globale, au bénéfice des deux provinces?

Une plus grande intégration des marchés de l'Ontario et du Québec pourrait éviter au moins une partie des réfections prévues, permettre d'optimiser les productions intermittentes (solaires et éoliennes) en Ontario, grâce aux barrages

québécois et, surtout, de limiter les risques de surplus d'énergie qui pourraient s'accumuler jusqu'en 2025. De plus, le gouvernement fédéral est prêt à contribuer à la construction de lignes de transmission entre les provinces, comme en témoigne sa participation au projet qui reliera le Labrador à Terre-Neuve à la Nouvelle-Écosse. La voie des lignes de transmission est presque toute tracée!

Un tel scénario soulèvera évidemment beaucoup de questions, mais ne pas le considérer pourrait être extrêmement dommageable aux deux provinces, qui cherchent autant l'une que l'autre de nouveaux modèles économiques pour faire face aux déficits et à une économie stagnante. Des gains d'efficacité substantiels pourraient en résulter, tout en apportant davantage de cohérence à des secteurs électriques qui ont eu trop tendance, par le passé, à se replier sur eux-mêmes.

marché du carbone. Ce n'est pas en agissant seules que les provinces trouveront des solutions à leurs défis énergétiques et environnementaux.

**Pierre-Olivier Pineau participe vendredi à l'événement «Ontario, Quebec and Electricity - Time for a New**

© La Presse, ltée. Tous droits réservés.